



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 504 – 1^{er} septembre 2023

❖ Régional

Vista bank conclut l'accord de rachat du d'Oragroup

Le 10 août 2023, le groupe Vista [a annoncé](#) la conclusion d'un accord avec ECP, BIO, DEG, Proparco et Envol Afrique pour le rachat, sous réserve des autorisations réglementaires, de 61,4% des actions d'Oragroup, la holding d'Orabank basée à Lomé et opérant dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest (pays de l'UEMOA et la Guinée) et Centrale (Tchad, Gabon, Mauritanie). Cette opération permettra au groupe Vista d'étendre sa présence sur le continent, en opérant dans 16 pays avec plus de 270 agences et représentant un total d'actifs combinés de plus de 10 Mds USD. A noter qu'en juin dernier, le groupe Vista avait trouvé un accord avec le groupe Société générale pour le rachat de 2 filiales du groupe en Afrique centrale.

❖ Bénin

8,6 M EUR du PNUE et du FEM pour la préservation des forêts

Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et le Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM) [ont octroyé](#) près de 8,6 M EUR au Bénin dans le cadre d'un programme de protection et de préservation des écosystèmes forestiers. Les actions de ce programme visent à lutter contre l'avancée du désert et la pression sur les milieux naturels dans les grands bassins de

LE CHIFFRE À RETENIR

71 M USD

Le besoin de financement d'urgence du PAM au Niger pour les 5 prochains mois

production agricole. La phase pilote du projet sera mise en œuvre dans 8 communes du pays.

❖ Burkina Faso

Résiliation de la Convention de concession de l'Aéroport international de Ouagadougou-Donsin

Le 9 août 2023, le Conseil des ministres [a adopté](#) un rapport relatif à la résiliation de la Convention de concession de l'Aéroport International de Ouagadougou-Donsin conclue entre les autorités burkinabè et la Société AERIO le 12 octobre 2021. Les raisons évoquées portent entre autres sur : (i) le régime fiscal applicable au projet ; (ii) le caractère dérisoire des ressources revenant à l'Etat et aux structures publiques ; (iii) la durée de la convention de concession (30 ans) disproportionnée par rapport au montant des investissements du partenaire privé ; (iv) l'existence dans la convention de dispositions contraires aux textes juridiques nationaux et internationaux ; (v) l'existence de clauses limitant les responsabilités du délégataire au risque d'exposer l'Etat à des pénalités et frais

importants. Pour rappel, en janvier 2023, le Président de la Transition avait déjà annoncé la suspension de cette convention ainsi que la relecture des textes la régissant.

Dénonciation de la convention fiscale avec la France

Le 7 août 2023, le Burkina Faso [a dénoncé](#) la convention fiscale de non double imposition signée avec la France. Les autorités burkinabè ont **indiqué que la convention n'obéissait plus aux intérêts du Burkina Faso**. Selon le ministre, la convention est restée en vigueur au bénéfice de l'Etat français, dans la mesure où il n'y a pas d'entreprises burkinabè installées en France. Pour rappel, la convention est entrée en vigueur le 15 février 1967 et son avenant le 1^{er} octobre 1974. La dénonciation s'est faite par voie diplomatique avec un délai d'exécution de la mesure de 3 mois.

Transformation de l'agence chargée d'encadrer les exploitations minières artisanales en société d'Etat

Le 9 août 2023, le Conseil des ministres [a adopté](#) un décret portant transformation de l'Agence nationale d'encadrement des exploitations minières artisanales et semi-mécanisées (ANEEMAS) en Société d'Etat dénommée Société nationale des substances précieuses (SONASP). L'adoption de ce décret permettra à la SONASP de mettre en œuvre les missions qui lui sont assignées en matière de production, de commercialisation de l'or, de transformation des substances précieuses avec la possibilité de se doter d'une raffinerie.

Cap-Vert

Conjoncture économique moins favorable au 2^{ème} trimestre 2023

Selon un récent [bulletin des indicateurs économiques et financiers](#) de la banque centrale du Cap-Vert (BCV), l'activité économique nationale aurait connu une évolution moins

favorable au 2^{ème} trimestre 2023, alors que la croissance au 1^{er} trimestre s'est établie à 6,7% en glissement annuel (g.a) selon l'Institut national de la statistique (INE). En effet, selon la BCV, la baisse des importations de biens de consommation non durables ainsi que des matériaux de construction et de matériel de transport suggèrent respectivement une décélération de la consommation privée ainsi qu'une réduction des investissements, d'où une modération de la demande intérieure au 2^{ème} trimestre 2023. Cette situation serait liée au niveau élevé de l'inflation qui toutefois serait en diminution (3,5% en g.a en juin 2023, contre 5,6% en mars 2023).

Côte d'Ivoire

Démarrage de la production d'hydrocarbures du champ Baleine

Le groupe énergétique italien ENI [a débuté](#) la production de pétrole et de gaz naturel du champ Baleine, situé en eaux profondes au Sud-Est de la Côte d'Ivoire, le 27 août dernier, soit deux ans après sa découverte en septembre 2021. Cette 1^{ère} phase de la production est assurée par une unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO), capable de traiter 15 000 barils de pétrole par jour (bbl/j) et environ 25 M de pieds cubes par jour (pc/j) de gaz naturel associé. Le démarrage de la phase 2, prévu pour fin 2024, portera la production du champ à 50 000 bbl/j de pétrole et environ 70 M pc/j de gaz naturel associé. La 3^{ème} phase de développement, aura pour objectif d'augmenter la production du champ à 150 000 bbl/j de pétrole et 200 M pc/j de gaz naturel associé. La totalité de la production de gaz naturel du champ Baleine est acheminée à terre par un gazoduc, permettant à la Côte d'Ivoire de répondre à la demande du marché intérieur de l'électricité, de faciliter l'accès à l'énergie et de renforcer son rôle de hub énergétique dans la sous-région. Le champ Baleine est à ce jour la plus grande découverte d'hydrocarbures du pays. Les

réerves sont estimées à 2,5 Mds bbl de pétrole et 3 300 Mds pc de gaz naturel.

Découverte d'un important gisement de manganèse dans le nord

La société d'exploration australienne Mako Gold [a annoncé](#) le 21 août 2023 la découverte d'un gisement de manganèse potentiellement "d'importance mondiale" à Ouangolodougou, dans le nord de la Côte d'Ivoire. Seuls 257 mètres sur les 500 forés auraient été analysés jusqu'au **moment de l'annonce**, suggérant un potentiel encore plus important. Pour rappel, la Côte d'Ivoire compte actuellement 4 mines de manganèse en exploitation, avec une production de plus 929 000 tonnes en 2022, contre 207 000 tonnes en 2016.

Lancement de la construction d'une usine de transformation de riz

Le 13 août 2023, la 1^{ère} **pièce d'une usine de transformation de riz** à Odienné, au nord-ouest de la Côte d'Ivoire, a été posée. Ce projet devrait générer plus de 120 emplois directs et 400 indirects au profit des femmes et des jeunes. Il s'inscrit dans le cadre du programme Usine des Femmes de Côte-d'Ivoire (USIFEM-CI) d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 4,3 Mds FCFA (6,6 M EUR). Il vise à **développer l'entrepreneuriat féminin** notamment par le biais de l'**acquisition d'équipements**, de formations et la facilitation de l'**accès au financement**.

Guinée

Signature des accords relatifs au développement des infrastructures dans le cadre du projet Simandou

Le 3 août 2023, le Gouvernement guinéen [a tenu](#) un échange avec les directeurs généraux des sociétés minières **en phase d'exploitation** sur le rapatriement des devises issues de leurs exportations. Tout en rappelant les dispositions des articles 184 et 185 du code minier, le Gouvernement a enjoint dans un premier temps les sociétés minières de rapatrier 50% de leurs **recettes en devises d'ici** le 31 août 2023. Ainsi, une Commission chargée du rapatriement a été mise en place afin de veiller à l'**application stricte** de la mesure.

saoudienne Red Sea Gateway Terminals et turque Yilport prendront également des parts dans projet. La construction du port en eau profonde et l'extension du port existant devraient être réalisées en parallèle sous un délai de 24 mois.

Gambie

Approbation du PPP d'expansion du port de Banjul et de développement du port de Sanyang

Le gouvernement gambien [a approuvé](#) le Partenariat public-privé (PPP) relatif à la concession pour l'**extension du port de Banjul et le développement d'un port en eau profonde** à Sanyang. Le concessionnaire est un consortium turque composé des groupes Albayrak et Negmar. **Deux autres concurrents, l'entreprise**

Signature des accords relatifs au développement des infrastructures dans le cadre du projet Simandou

Le Gouvernement, Rio Tinto Simfer et Winning Consortium Simandou (WCS), réunis au sein du consortium la Compagnie du TransGuinéen (CTG), [ont officiellement signé](#) le 10 août 2023 la convention de co-développement pour les infrastructures portuaires et ferroviaires du TransGuinéen, marquant ainsi une étape décisive dans le développement du projet Simandou. La mise en place des infrastructures permettra l'**exportation du minerai de fer et le transport de passagers/marchandises**, de les acheminer via le **TransGuinéen et de procéder à l'exportation** des minerais à partir du port minéralier de Morebaya (Forécariah) au Sud-Ouest du pays. Par ailleurs, une semaine après, Rio Tinto (qui détient les blocs 3 et 4 de Simandou) [a conclu](#) un contrat de 244 M USD avec China Overseas Engineering Co (COVEC) pour accélérer les travaux de

terrassement nécessaires sur les zones industrielles de la mine, la piste d'atterrissage de l'aéroport de Beyla et les bases vies.

Lancement des activités du Fonds de garantie des prêts aux entreprises

Le 2 août 2023, le Premier Ministre [a procédé](#) au lancement officiel des activités du Fonds de Garantie des Prêts aux Entreprises (FGPE). Le fonds, société anonyme placée sous tutelle technique du Ministère du Commerce, de **l'Industrie et des PME, a pour objet de favoriser** le financement et la croissance des entreprises guinéennes, dont spécifiquement les PME. Le FGPE fournira ainsi principalement des garanties de portefeuille et individuelles. Il bénéficie de **l'appui technique et financier de la Banque mondiale. Il est doté d'un fonds initial d'environ 100 Mds GNF (10,8 M EUR), dont la moitié fournie par l'Etat. Par effet de levier, ces fonds permettront de financer des projets d'une valeur de 400 Mds GNF (43,1 M EUR) dans le cadre des activités du plan de relance économique.**

Libéria

La banque centrale augmente son taux directeur de 250 pdb à 20%

Dans un [communiqué](#) publié le 1^{er} août 2023, la Banque centrale du Libéria (CBL) [a annoncé](#) (i) avoir relevé à nouveau son taux directeur de 250 points de base (pdb) pour le porter à 20% afin de contenir les pressions inflationnistes, ainsi que (ii) la suppression du plafond des bons de la CBL pour renforcer les opérations de politique monétaire, en cohérence avec l'évolution de l'excès de liquidité dans le secteur bancaire. En effet, passant en revue la conjoncture, le Conseil des gouverneurs a relevé que **le taux d'inflation a atteint 11,3% au 2^{ème} trimestre 2023, contre 7,5% le trimestre précédent. Par ailleurs, le taux de croissance de l'économie libérienne pour l'année 2023 a été révisé à la hausse (+0,3 point de pourcentage) à 4,6%, car il est anticipé un niveau activité plus soutenu dans le secteur minier et les services.**

Mali

47% de la population a moins de 15 ans

Le 5^{ème} Recensement général de la population et de **l'habitat a été réalisé** du 15 juin au 31 décembre 2022. Il en ressort que **l'effectif total de la population malienne en 2022 est estimé à 22,4 M d'habitants, dont 49,7% sont des femmes, 47,2% sont des jeunes de moins de 15 ans et 49,9% ont entre 15 et 64 ans. En outre, l'âge moyen de la population est de 21,4 ans et le taux de croissance annuel de la population est estimé à 3,3%.**

Mauritanie

La Chine abandonne une partie de ses créances envers le pays

Le ministre de l'Economie et du Développement Durable et l'Ambassadeur chinois en Mauritanie [ont procédé](#) à la signature d'un protocole d'accord relatif à l'annulation partielle de la dette du gouvernement mauritanien due à la Chine, pour un montant de 147 M RMB (18,6 M EUR). **L'ambassadeur chinois a rappelé que cette annulation fait suite aux engagements pris par les deux pays lors de la dernière visite du Président mauritanien en Chine.**

Lancement d'un appel d'offres pour la mise en place du second câble sous-marin

Le [ministère de la Transformation numérique](#) a publié le 3 août 2023 un [appel d'offres ouvert international](#) afin de connecter le pays à un deuxième câble sous-marin pour renforcer les services internet et de téléphonie mobile. **L'appel d'offres prévoit à la fois la fourniture, l'installation du câble et des équipements sous-marins, la maintenance et l'exploitation. Il est ouvert jusqu'au 5 octobre 2023. La connexion du pays à un second câble sous-marin s'inscrit dans la mise en œuvre du projet "WARCIP Mauritanie", qui ambitionne d'accroître la couverture**

géographique du réseau à haut-débit. L'initiative est soutenue par la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissements, à hauteur respectivement de 10 M EUR et 25 MEUR.

Perspectives prometteuses pour la mine d'or de Tijirit

La [compagnie minière canadienne](#) Aya Gold & Silver, qui a racheté la licence d'exploitation de la mine d'or de Tijirit en 2021, a annoncé le 22 août 2023 l'achèvement d'un programme de forage ayant permis de confirmer d'importantes teneurs en or. Selon le PDG de l'entreprise, ces forages confirment le potentiel d'une mine à ciel ouvert et des prévisions de taux de récupération supérieurs à 94%. Le projet Tijirit pourrait livrer jusqu'à 16,4 tonnes d'or sur 7 ans.

🇳🇬 Niger

Plusieurs responsables de structures publiques limogés par le CNSP

Le président du Conseil National pour la sauvegarde de la Patrie (CNSP) a signé plusieurs décrets mettant fin aux fonctions de plusieurs directeurs généraux de [sociétés publiques](#), de conseils nationaux et de [structures de régulation](#). Sont concernés entre autres la Société nigérienne de l'électricité, la Société nigérienne de pétrole, l'Institut national de la statistique, le Fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la société des patrimoines des mines du Niger, la Société nigérienne des télécommunications, l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste ainsi que l'office des produits pharmaceutiques et chimiques du Niger.

Flambée des prix des produits de grande consommation

Suite aux mesures d'embargo décidées par la CEDEAO et l'UEMOA à l'encontre du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP), on constate une [flambée prix](#) des produits de première nécessité sur les principaux marchés.

Pour la plupart des consommateurs, les commerçants profiteraient de la fermeture des frontières pour augmenter les prix sur les marchandises, même issues d'anciens stocks. Selon le Président de l'association des consommateurs nigériens, ADDC WADATA, aucune fiscalité ou décision de l'Etat ne justifie ces augmentations de prix. Selon lui, le maïs dont le sac coûte déjà 40 000 FCFA (61 EUR) et le mil autour de 35 000 FCFA (53 EUR) commencent déjà à être inaccessibles. Le sac du riz de 25 kg qui coûtait 11 000 FCFA (17 EUR) varie aujourd'hui entre 13 000 FCFA (20 EUR) et 14 500 FCFA (22 EUR) ; le kilogramme de sucre qui coûtait auparavant entre 600 FCFA (0,9 EUR) et 700 FCFA (1,1 EUR) est à 850 FCFA (1,3 EUR) aujourd'hui et le bidon d'huile qui se vendait avant à 22 000 FCFA (35 EUR), coûte à ce jour entre 29 750 FCFA (45 EUR) et 30 750 FCFA (47 EUR).

Le PAM recherche 71 M USD pour ses opérations sur les 5 prochains mois

Le 16 août 2023, le Programme alimentaire mondial (PAM) [a déclaré](#) avoir besoin en urgence d'environ 71 M USD pour financer ses opérations d'aide aux populations vulnérables du Niger jusqu'en janvier 2024. Selon la directrice régionale par intérim du PAM pour l'Afrique de l'ouest, l'absence de ces financements aura des conséquences "dévastatrices et pas seulement au Niger" dans la mesure où le pays est une voie d'approvisionnement essentielle vers les pays voisins, également confrontés à une crise humanitaire. L'organisation onusienne alerte sur les conséquences des sanctions de la CEDEAO et la fermeture des frontières, qui affectent les approvisionnements, et le risque que la hausse des prix place les aliments de base encore plus hors de portée de plusieurs ménages.

📍 Sénégal

50 M EUR de l'AFC pour le projet pétrolier Sangomar

Le 9 août 2023, Africa Finance Corporation (AFC), l'institution multilatérale de financement dédiée aux projets d'infrastructures en Afrique, a [annoncé](#) un investissement de 50 M EUR dans le projet d'exploitation du gisement pétrolier Sangomar. Ce financement contribuera en particulier au développement de la 1^{ère} phase de production pétrolière qui devrait débuter en 2024. Les réserves du champ Sangomar seraient estimées à environ 500 M barils de pétrole brut.

La société chinoise de l'armement Norinco ouvre un bureau à Dakar

La société chinoise Norinco, spécialisée dans la vente d'armements, [a ouvert](#) un bureau à Dakar pour soutenir son expansion commerciale en Afrique de l'Ouest. A partir de ce bureau, Norinco vise à répondre à la demande croissante en matériel militaire dans la région, marquée par une instabilité grandissante notamment dans les pays tels que le Mali, le Niger et le Burkina Faso. L'entreprise, important fabricant d'armes en Chine et qui compte parmi les premiers équipementiers militaires au niveau mondial, compte à travers ce bureau augmenter ses parts de marché dans la zone, dans un contexte de baisse considérable de la capacité d'approvisionnement de la Russie, du fait de la guerre en Ukraine, et de détérioration de la relation de certains pays avec la France. La présence de Norinco dans la capitale sénégalaise devrait ainsi contribuer à renforcer l'influence chinoise dans la région, où la Chine a de vastes intérêts économiques.

📍 Sierra Leone

Inflation à +45% en g.a. en juillet 2023

Selon [Statistics Sierra Leone](#), le taux d'inflation s'établit en juillet 2023 à 45% en glissement annuel (g.a.) contre 44,8% le mois précédent, soit une hausse de 0,2 point de pourcentage. Ce niveau d'inflation s'explique principalement par la hausse des prix au niveau des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+60% en g.a.), des restaurants et hôtels (+59,2% en g.a.) ainsi que des mobiliers, équipements et entretien ménagers (+47,9% en g.a.) ainsi que des loisirs et cultures (+47,5% en g.a.). Toutefois, les prix du secteur éducation ont continué de baisser (-6,9% en g.a.). Par région, l'est (+48,7% en g.a) et le nord-ouest (+48,5%) ont enregistré les niveaux d'inflation les plus élevés, tandis que le nord (+38% en g.a) a affiché l'inflation la plus faible.

Togo

L'Etat acquiert 14% du capital d'Asky Airlines

L'Etat togolais [a fait son entrée](#) dans le capital social de la Compagnie aérienne panafricaine Asky Airlines en acquérant 14,4% du capital pour un montant de 6 Mds FCFA (9,1 M EUR). L'accord a été signé le 21 août 2023. A travers cette opération, le Togo entend contribuer à la consolidation financière et opérationnelle de cette compagnie aérienne. Elle **s'aligne** également sur l'ambition des autorités de faire de Lomé, un hub logistique à l'échelle sous-régionale. En effet, le transporteur panafricain contribue à renforcer le statut du pays en tant que plaque tournante régionale. Pour rappel, Asky exploite actuellement une flotte de 13 appareils et dessert 26 villes dans 24 pays du continent, depuis sa base de Lomé. **A noter qu'au** au 1^{er} trimestre 2023, le trafic total de passagers à l'aéroport de Lomé a progressé de 35,7%, par rapport à la même période en 2022.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique **régional d'Abidjan**
Rédacteurs : Service économique **régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry et Nouakchott**
Pour s'abonner abidjan@dgtresor.gouv.fr